

«L'Indonésie, un futur marché prometteur»

la Tribune de Genève, 11.02.2021, p. 5

Votation

Le patronat genevois défend l'accord de libre-échange soumis au vote populaire le 7 mars.

«L'Indonésie est un futur poumon économique mondial, il serait absurde de se priver de ce marché.» C'est en substance l'avis du patronat genevois, qui a défendu, mercredi lors d'une conférence de presse, l'accord de libre-échange soumis en votation le 7 mars.

«Le miracle helvétique s'est construit sur nos exportations, a rappelé Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève. L'avenir économique de la Suisse ne peut se concevoir sans les échanges internationaux. Avec ses 270 millions d'habitants, l'Indonésie sera en 2050 la quatrième place économique mondiale.» Cet accord permettra aussi à terme de s'ouvrir l'accès à des marchés voisins, notamment la Malaisie ou le Vietnam.

Les partisans de l'accord insistent sur son aspect novateur en termes de durabilité, notamment concernant les conditions de production de l'huile de palme. Un aspect sur lequel insiste Delphine Bachmann. «Il est illusoire de pen-

ser qu'on aura un impact sur l'environnement en renonçant au commerce, indique la présidente du PDC genevois, faisant référence aux arguments des opposants au traité. Les dispositions prévues dans l'accord permettent justement d'avoir un impact au-delà des frontières.»

Les règles figurant dans l'accord concernant la durabilité des produits ne sont pas contraignantes, insistent les opposants. Elles s'insèrent dans un «processus de coopération et de «soft power» tout aussi efficace», rétorque Carmelo Laganà, d'EconomieSuisse.

La faïtière des paysans ne craint pas l'ouverture de ce marché. «Cet accord ne menace pas la production indigène d'oléagineux», insiste Marc Favre, président d'AgriGenève. L'importation d'huile de palme indonésienne est marginale, la Suisse n'en a importé que 35 tonnes en 2019, soit 0,16% des importations totales. «Les lignes rouges fixées par les agriculteurs ont été respectées, insiste le président. S'il devait y avoir des abus, l'accord nous permettrait de nous protéger.» Par ailleurs, l'industrie alimentaire suisse reste intéressée par le colza et le tournesol produits en Suisse.

Christian Bernet